



# EN DIRECT !

DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL AVEC LES ÉLUS  
DU GROUPE DE LA GAUCHE COMBATIVE, COMMUNISTE ET REPUBLICAINE

## JOACHIM MOYSE ALERTE SUR LA RÉFORME DES RETRAITES !

Le Conseil départemental a pris connaissance du rapport annuel sur l'égalité Femmes-Hommes. Joachim Moysse a alors alerté sur les conséquences pour les femmes, mais aussi pour la collectivité départementale, de la réforme des retraites. Il a demandé qu'une étude d'impact soit commandée.

« En 2000, à travail égal, les femmes gagnaient 18,6 % de moins que les hommes, et en 2019, cet écart était encore de 16,1 %. **A ce rythme, sauf décision politique volontariste et donc coercitive envers les entreprises hors la loi, l'égalité salariale sera effective d'ici une centaine d'années...**

Comme quoi, si utiles soient-ils pour nous renseigner, les index mis en place pour mettre à l'index les entreprises qui ne se conforment pas à la loi, ne suffisent pas à leur faire entendre raison. Au moment où le gouvernement voudrait nous faire gober que la création d'un index obligatoire dédié à l'emploi des seniors suffirait pour maintenir dans l'emploi les 60/64 ans, il m'apparaissait utile de faire le parallèle avec les effets de l'index d'égalité salariale...

**De plus une égalité salariale femmes-hommes tirée vers le haut rapporterait environ 6 milliards de recettes supplémentaires en cotisations dans les caisses de retraite.»**

## CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU 9 FÉVRIER 2023 : LES PROPOSITIONS FORTES DE LA GAUCHE COMBATIVE ET LE SILENCE DE LA DROITE...



Séance quelque peu surréaliste du Conseil départemental au cours de laquelle les élus étaient censés débattre des orientations budgétaires en cette année 2023 marquée par de multiples crises qui affectent nombre d'habitants de Seine-Maritime et leurs collectivités... Car de débat, il en fut bien peu question... Pas plus que sur les retraites...

## LES INTERVENTIONS EN SÉANCE DES ÉLUS DU GROUPE

- Question orale sur la réforme des retraites : **Nicolas Langlois**.
- Rapport sur l'égalité Femmes/Hommes dans la société et au sein de la collectivité départementale : **Séverine Botte** et **Joachim Moysse**.
- Rapport annuel sur les politiques départementales en faveur du développement durable : **Joachim Moysse**.
- Rapport puis débat d'orientations budgétaires 2023 du Département :

**Nicolas Langlois** pour agir face aux crises ; **Joachim Moysse** sur la perte d'autonomie des collectivités et la réforme des retraites ; **Sophie Hervé** sur le Fonds de Solidarité Logement et sur la santé ; **Maryline Fournier** sur la protection de l'enfance ; **Christine Morel** pour la révision des dispositifs de solidarité afin de les adapter aux jeunes et aux salariés aux revenus modestes ; **Alban Bruneau** sur les raisons de la crise énergétique et la couverture de l'inflation pour les EHPAD ; **Christine Morel** pour expérimenter un service public de l'aide à la personne ; **Séverine Botte** pour les propositions du groupe pour les collèges et les AESH ; **Séverine Botte** pour un plan de rattrapage des équipements sportifs des collèges.

Toutes ces interventions des élus du groupe lors du Conseil départemental sont disponibles en ligne à partir du lien : <http://departement.elus76.com>



GAUCHECOMBATIVE.76@GMAIL.COM



06.83.77.60.65



HTTP://DEPARTEMENT.ELUS76.COM



# EN DIRECT !

## DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU JEUDI 9 FÉVRIER 2023

### AVEC LES ÉLUS DE LA GAUCHE COMBATIVE

## ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES : SÉVERINE BOTTE PROPOSE LA NOMINATION D'UN(E) DÉONTOLOGUE

Comme chaque année, le Conseil départemental a débattu du rapport sur l'égalité Femmes-Hommes, dans la société comme au sein de la collectivité. Séverine Botte a souligné les avancées, mais a également proposé (pour la 3<sup>e</sup> fois) de nouveaux leviers d'action, dont la nomination d'un(e) déontologue au sein du Département.



« Il est intéressant que vous partagiez avec nous chaque année à travers ce rapport, tout ce que la collectivité met en œuvre pour atteindre l'égalité Femmes-Hommes et pour lutter contre toute forme de discrimination.

Mais sauf à nous dire que votre action est parfaite il serait aussi utile d'écouter un peu ce que les autres groupes peuvent proposer, au moins en permettant que nos propositions soient étudiées... ».

## ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DU DÉPARTEMENT

La longue et un tantinet théâtrale présentation du Vice-président aux finances pour que chacun puisse compatir au contexte très dégradé dans lequel la majorité des droites élabore le budget, n'a pas entamé la détermination des élus de la Gauche combative à dérouler leurs nombreuses propositions :

- pour l'expérimentation d'un **service public de l'aide à la personne** et pour le recrutement par le Département des **AESH** afin de doter ces différents personnels d'un vrai statut protecteur et d'harmoniser par le haut leurs conditions de travail et de rémunération ;
- pour que le **Fonds de Solidarité Logement** soit réformé en vue de l'ouvrir à tous ceux qui en ont besoin et pour que soit engagée la révision de l'ensemble des **dispositifs de solidarité individualisés** afin de les adapter aux besoins d'accompagnement des jeunes (dont un tiers vivent en dessous du seuil de pauvreté) et des salariés aux revenus modestes ;
- pour que les revendications légitimes des travailleurs sociaux agissant pour la **protection de l'enfance**, qui se mobilisaient une nouvelle fois ce jour face à la dégradation des conditions d'exercice de leurs métiers, soient concrètement satisfaites ;
- pour que soit expérimenté, comme d'autres départements le font, un **revenu minimum d'autonomie pour les jeunes** ;
- pour que le Département couvre à 100% les surcoûts budgétaires créés par l'inflation des **EHPAD** et des **résidences autonomie** ;
- pour que soient mises en œuvre des réponses nouvelles face au déficit dans l'offre de soin auxquels sont confrontés **170.000 seinomars dépourvus d'un médecin traitant** ;
- pour réviser les **dotations de fonctionnement des collèges** afin que les équipes puissent gagner en sérénité et pour la définition d'un plan de rattrapage des **équipements sportifs dédiés à la pratique de l'EPS** dans les collèges...

Car comme Nicolas Langlois l'a souligné : *"Quand l'inflation explose, quand les salaires et les pensions ne suivent pas, quand aller au boulot tous les jours paie de moins en moins, quand la pauvreté gagne du terrain dans nos quartiers populaires et nos campagnes, quand l'accès aux soins est de plus en plus inégalitaire, quand les inégalités territoriales explosent dans tous les secteurs, quand l'école de la République, ses moyens et son maillage sont affaiblis, **il n'y a pas de place pour gérer, il faut agir...**"*

*Des départements ont fait ce choix d'être en résistance au fatalisme en affirmant que l'on veut agir, qu'il faut tout essayer ; En résistance aux mauvais coups. Mais aussi en résistance concrète en innovant, en expérimentant, en défrichant. **Sauf que prisonniers des politiques libérales que vous soutenez et relayez ici, vous êtes en même temps incapables d'imaginer un « autre chose »...**"*

Et, en effet, l'imagination, il en fut simplement question dans les mots utilisés pour caricaturer les interventions des élus de la Gauche combative, car pour le reste et en réponse à leurs propositions, ce fut silence radio... Un silence remarqué aussi sur la réforme des retraites, car pas un mot ne fut prononcé en réaction à la question orale portée par Nicolas Langlois au nom des trois groupes de Gauche... Pas un mot non plus lorsque, pendant l'examen des différents rapports de séance, ont été démontrées les nombreuses conséquences préjudiciables pour les seinomars et leur Département qu'entraînerait ce projet de loi... si toutefois il était adopté.



Se défendant d'être de Droite mais n'étant évidemment pas de Gauche, la majorité départementale ne sait visiblement plus vraiment dire où elle habite. Il est vrai qu'en s'affirmant accablée à Rouen par les décisions politiques qu'elle soutient à Paris, l'équilibrisme devient compliqué...





# EN DIRECT !

## DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU JEUDI 9 FÉVRIER 2023

### AVEC LES ÉLUS DE LA GAUCHE COMBATIVE

## LA VOIX DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Alors que le Conseil débattait de ses orientations budgétaires, les personnels de l'IDEFHI étaient de nouveau mobilisés pour exiger des revalorisations salariales amplement méritées, ainsi que l'amélioration des conditions d'accueil et d'accompagnement des jeunes.

Maryline Fournier a porté la voix des travailleurs sociaux, comme leurs revendications dans un secteur sensible et ô combien important qui est en souffrance depuis des années.



« Après des années de mauvaises orientations et je ne parle pas ici que du Département, **il est nécessaire que la protection de l'enfance devienne une réalité partout et pour tous ceux qui en ont besoin...** ». Avant de détailler les difficultés et défendre les revendications.

Le Président du Conseil, visiblement vexé, a vu dans cette intervention une mise en cause injuste de l'action du Département. Il a rappelé la hausse des budgets mobilisés... En revanche, il n'a pas contesté les constats dressés...

## ADAPTER LES DISPOSITIFS DE SOLIDARITÉ AUX BESOINS DES JEUNES ET DES SALARIÉS

Au cours du débat d'orientations budgétaires, Christine Morel s'est arrêtée sur la situation des jeunes et des travailleurs aux revenus modestes. Elle a notamment appelé à réviser tous les dispositifs départementaux de solidarité individualisés afin de les adapter. Puis elle a demandé au Département d'engager une action volontariste pour lutter contre le non recours aux droits.

- « Avoir un travail, même à temps complet, ne suffit plus forcément pour subvenir à ses besoins fondamentaux et à ceux de sa famille ;
- Entrer dans la vie professionnelle demeure difficile pour nombre de jeunes, et pour ceux qui peuvent et veulent poursuivre leurs études, une partie d'entre eux sont exposés à des difficultés pour se loger, se nourrir ou se déplacer.
- L'évolution constante du nombre de familles monoparentales met en évidence l'inadaptation de beaucoup de dispositifs de solidarité qui n'ont pas intégré cette réalité.

Il faut ajouter toutes celles et tous ceux qui bien que pouvant prétendre à un accompagnement, à un soutien public, ne le sollicitent pas. Et toutes celles et tous ceux qui vivent dans l'isolement, en dessous des radars comme on dit, qui se débrouillent pour survivre.

**La révision de nos dispositifs de solidarité individualisés nous apparaît donc indispensable. Tout comme l'est la définition d'un vrai programme d'actions pour faire reculer le non recours aux droits.**

Par ailleurs nous sommes en train de débattre des orientations budgétaires du Département et les jeunes, hormis les collégiens et ceux dépendant de l'Aide sociale à l'enfance, sont cités deux fois seulement... je renouvelle ici la proposition déjà développée par notre groupe précédemment : pour que soit étudiée la possible, et souhaitable, **expérimentation en Seine-Maritime d'un Revenu minimum d'autonomie pour les jeunes.**

Des jeunes dont un tiers vit en dessous du seuil de pauvreté. Des jeunes qui dépendent de la Banque Alimentaire et d'associations caritatives pour se nourrir pour survivre.

Des départements se sont engagés dans des expérimentations pour tenter de combler un besoin. Ne peut-on au moins aller voir en Haute-Garonne, en Loire-Atlantique, en Gironde ce que cela donne et nous en faire un retour ? »



## IL N'Y A AUCUNE FATALITÉ A L'AUGMENTATION DES TARIFS DE L'ÉNERGIE !

C'est ce qu'Alban Bruneau a démontré en mettant en cause la privatisation du secteur, la déréglementation des tarifs et les distributeurs « qui ne produisent rien mais qui viennent faire leur beurre sur le dos des nations ». La Droite chargeant la guerre en Ukraine, il lui a demandé de cesser de regarder ailleurs en admettant enfin sa responsabilité dans la casse du service public de l'énergie. « Chaque année, nous nous retrouvons tous pour célébrer dans nos communes la Libération. Il s'agirait de ne pas oublier au passage l'héritage de cette libération. C'est cet héritage qui a pourtant fait ses preuves des décennies durant, que des bandes organisées d'actionnaires, avec la complicité des gouvernements, nous ont dilapidé ».



**EN DIRECT !**

**DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU JEUDI 9 FÉVRIER 2023**

**AVEC LES ÉLUS DE LA GAUCHE COMBATIVE**

## **LA TACHE NOIRE DU PROJET DE CONTOURNEMENT EST DE ROUEN**

Le Conseil départemental a échangé sur le rapport annuel consacré au développement durable. Un rapport sur les politiques que mène la collectivité sur son territoire.

Joachim Moysse a dénoncé, au milieu de tout ce qui est mis en œuvre dans ce domaine par le Département, la "tache noire" que représente le projet routier de contournement Est de Rouen.



Un projet soutenu massivement, tant politiquement que financièrement, par la droite départementale. « **Je remarque que vous ne faites pas allusion dans ce rapport à ce projet.**

**Je rappelle encore une fois son caractère attentatoire à l'environnement,** car il favorise l'augmentation du trafic routier, l'augmentation globale de la pollution de l'air et il impacte la qualité de vie des habitants directement concernés, priés de se sacrifier au profit des autres ».

## **RÉFORME DES RETRAITES : LE SILENCE DE BERTRAND BELLANGER**

En ouverture du Conseil départemental, Nicolas Langlois a utilisé la procédure des questions orales pour interpellier le Président du Département, au nom des trois groupes de gauche, sur le projet de loi portant sur le recul de la retraite.

*"Monsieur le Président,*

*Après la réforme Touraine de 2014, et contre l'avis très majoritaire des seinomarsins comme du reste des Français, le gouvernement Borne-Macron persiste dans sa volonté de prolonger la durée de vie professionnelle de l'ensemble des citoyens pour économiser les 20 Milliards d'€ que le budget de la Sécurité Sociale devrait financer d'ici 2032 pour équilibrer les comptes des régimes de retraite. Des comptes actuellement excédentaires.*

*Refusant de consacrer à terme ces 20 Milliards d'argent public au financement des retraites, alors qu'il mobilise 160 Milliards annuellement sur le budget de l'État au titre du soutien aux entreprises privées qui en reversent 80 Milliards à leurs actionnaires, le gouvernement envisage, au-delà du recul de l'âge légal de départ en retraite et de l'allongement de la durée de cotisation, d'augmenter les cotisations des seules collectivités et non les cotisations patronales du secteur privé.*

*Considérant l'impact lourd qu'aurait cette nouvelle injustice sur le budget de notre Département, alors même que le rapport d'orientation budgétaire présenté ce jour met en déjà en lumière les conséquences préjudiciables et durables qu'ont eu dès 2022 d'autres décisions gouvernementales sans être financièrement compensées, nous souhaiterions connaître votre position ? Et, le cas échéant, les démarches que vous allez entreprendre pour l'éviter.*

*Plus généralement, ce projet de loi ne manquerait pas d'entraîner, s'il était voté, des conséquences néfastes sur tous les métiers concernés par les compétences du département. Tous les métiers du soin, du lien, du champ éducatif, des secteurs de l'Aides à domicile, de l'Aide sociale à l'enfance, ceux des routes, de nos ports, de nos bacs... En réduisant encore leur attractivité et en accroissant les difficultés à recruter.*

*Sans compter les conséquences sur nos politiques et budgets dédiés aux solidarités, toutes les études démontrant que le recul du départ en retraite conduirait de nombreux seniors privés d'emploi ou ne pouvant plus travailler, à recourir aux dispositifs de solidarité pour subvenir à leurs besoins essentiels.*

**Au regard de ces conséquences prévisibles et de l'opposition unanime de l'ensemble des organisations syndicales représentatives des agents départementaux, nous souhaiterions connaître votre position sur ce projet de loi qui nous semble particulièrement nocif et contraire aux intérêts des seinomarsins que nous représentons, comme à ceux de notre collectivité."**

De nombreuses questions, de profondes inquiétudes, mais... pas de réponse du côté du Président du Département. Silence radio, même pas pour soutenir la réforme... Comme le règlement intérieur du Conseil départemental l'autorise, il s'est contenté d'indiquer que sa réponse serait écrite et parviendrait avant la prochaine séance du Conseil départemental...

## **OUVRIR LE FONDS DE SOLIDARITÉ LOGEMENT**

Après d'innombrables démarches au cours de ces dernières années, Sophie Hervé a obtenu confirmation que **le Fonds de Solidarité Logement sera réformé...** Ce fonds qui bénéficiait à 12.500 foyers en 2016, touche désormais et malgré la crise de l'énergie, 5.300 foyers : « **On vous avait bien dit qu'il y a un problème ! Vous avez trop restreint son accès** » a-t-elle souligné.



**GAUCHECOMBATIVE.76@GMAIL.COM**



**06.83.77.60.65**



**HTTP://DEPARTEMENT.ELUS76.COM**